

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 16/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEMMAPI**

2 rue de Roye  
BP20119  
60200 Compiègne

Références : IC-R/0228/24-MV/VM  
Code AIOT : 0005101472

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement SEMMAPI implanté rue du port 60700 Pont-Sainte-Maxence. L'inspection a été annoncée le 03/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMMAPI
- rue du port 60700 Pont-Sainte-Maxence
- Code AIOT : 0005101472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SEMMAP de Pont-sainte-Maxence est un silo de report. Il réceptionne majoritairement des céréales (blé, orge, colza) en provenance d'autres silos de proximité. L'activité exercée sur le site consiste à stocker des grains de céréales pour le compte des coopératives Agora, UCAC et Valfrance.

- La capacité de stockage totale est de 153752 m<sup>3</sup> répartie en:
- Silo A – un silo plat d'une capacité totale de 37680 m<sup>3</sup>, 53 cellules dont 2 de 353 m<sup>3</sup> et 51 de 725 m<sup>3</sup>;
- Silo B – un silo plat d'une capacité totale de 58666 m<sup>3</sup>, 3 cellules de 14667 m<sup>3</sup>, 1 cellule de 6667 m<sup>3</sup> et 1 cellule de 8000 m<sup>3</sup>.
- Silo C – un silo vertical de 57405 m<sup>3</sup>, 25 cellules, 8 as de carreaux, 23 de 2227 m<sup>3</sup>, 2 de 900 m<sup>3</sup> et 8 de 548 m<sup>3</sup>.
- Cette activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 27/12/1984 complété par les arrêtés préfectoraux des 1/03/1998, 12/07/1989, 7/03/1990 et 7/04/2011.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Descriptif des produits autorisés et des volumes	Arrêté Préfectoral du 07/04/2011, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	découplage	AP de Mise en Demeure du 08/01/2024, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis un porter à connaissance répondant à la mise en demeure du 8 janvier 2024, cette dernière peut donc être levée.

Par contre, l'exploitant n'a pas présenté de plan formalisé de formations, ce point fera l'objet d'une nouvelle mise en demeure.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance actualisant son tableau de classement ICPE.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : découplage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/01/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, découplage
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>La société SEMMAP exploitant des installations de stockage de céréales sise rue du Port Fluvial à Pont Sainte Maxence (60700), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7b de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2011 susvisé en rendant ses découplages conformes aux prescriptions pour ses silos A et B ou en transmettant à l'attention de la Préfète un porter à connaissance demandant une révision des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2011 susvisé et en justifiant les modifications demandées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déposé un porter à connaissance pour demander la modification de l'article 7b de son arrêté préfectoral pour ses silos A et B (dont le tableau présentant l'emplacement des découplages ne correspond pas totalement à la réalité du site) . Ce porter à connaissance intègre un complément d'étude de danger réalisé en 2013 concluant sur le fait que même en l'absence de découplage les effets d'une explosion dans la tour sont restreints et que le découplage entre les tours des silos A et B et les autre volumes n'est pas nécessaire. Ce complément d'études conseille toutefois le maintien de parois séparatives afin de limiter l'empoussièrement.</p> <p><b>L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 8 janvier 2024 peut être abrogé.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

## N° 2 : Dispositions générales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, l'exploitant n'avait pas pu transmettre de document suffisamment précis reprenant pour chaque personne présente sur le site:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la liste des formations suivies en lien avec les risques particuliers liés à l'activité de l'établissement et les dates de ces dernières</li> <li>- le contenu de ces formations;</li> <li>- la périodicité de renouvellement de ces dernières.</li> </ul> <p>Depuis l'exploitant a présenté un extrait de tableau reprenant entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une formation agréage des céréales dont le contenu concerne plutôt la qualité et non les risques et dont la périodicité n'est pas définie;</li> <li>- une formation à la manipulation des extincteurs, sans périodicité et sans indication des années de formation;</li> </ul>

<p>- une formation au risque ATEX, sans périodicité définie;</p> <p>L'exploitant a également présenté un projet de "passeport de formation" avec des périodicités définies mais ce dernier n'est pas encore mis en place. Ces éléments ne permettent toujours pas de répondre clairement aux prescriptions réglementaires.</p> <p><b>Non conformité (faits significatifs):</b> L'exploitant n'a pas présenté de plan de formation formalisé spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement (avec périodicité de renouvellement, contenu, et date des formations de son personnel)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Proposition:</b>Mise en demeure demandant à l'exploitant de mettre en place un plan de formation formalisé pour les risques particuliers liés à l'activité de l'établissement (reprenant clairement le contenu des formations la périodicité de renouvellement, et permettant des extractions pour le personnel travaillant sur site)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 3 : Descriptif des produits autorisés et des volumes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2011, article 2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Descriptif des produits autorisés et des volumes			
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Tableau de classement des installations et activités suivant:</p>			
N° rubrique	Désignation des activités	A, DC, D ou NC	Capacité
2160	<p>Silos de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables :</p> <p>2/ Si le volume total de stockage est supérieur à 15000 m3.</p>	A	<p>Silo A : 37680 m3 Silo B : 58667 m3 Silo C : 57405 m3</p> <p><i>Volume total : 153752 m3</i></p>
1331-II	Stockage d'engrais	DC	1249 tonnes

	<p>solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001:</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1250 tonnes</p>		
1331-III	<p>Stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001:</p> <p>Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I ou II (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due au nitrate</p>	NC	1249 tonnes

	d'ammonium est inférieure à 24,5 %) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1250 tonnes		
1432	Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, capacité équivalente totale inférieure à 10 m3	NC	6 m3
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange; épluchage, décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels à l'exclusion des rubriques visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : Inférieure à 100 kW	NC	total: 92,7 kW

**A** : Autorisation - **DC** : Déclaration contrôlée – **D**: Déclaration

La liste des produits stockés sera conforme à celle définie dans l'étude de dangers. Tout changement de produit ou de mode de stockage devra être signalé et l'exploitant devra justifier que ces modifications sont compatibles avec les mesures de prévention et de protection

existantes.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le tableau de classement de l'arrêté préfectoral n'intègre pas les évolutions de rubriques et les éventuelles évolutions du site:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- évolution de la 2160 en silos plats et verticaux;</li> <li>- suppression de la rubrique 1331;</li> <li>- suppression de la rubrique 1432.</li> <li>- groupe froid pour la ventilation du silo A.</li> </ul> <p><b>Non-conformité (fait modéré) :</b> l'exploitant n'a pas transmis de demande d'antériorité ni d'actualisation pour ces rubriques. Il est donc demandé à l'exploitant de déposer un porter à connaissance avec le tableau de classement actualisé de ses activités.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Action corrective:</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous trois mois un porter à connaissance reprenant le tableau de classement actualisé de ses rubriques ICPE</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois